

Contributions et remerciements	5
Préfaces	
André Vallini, Président du Conseil général de l'Isère	11
Michel Destot, Maire de Grenoble	13
Avant-propos	
Denis Peschanski	15
Genèse et déroulement d'une recherche	
Jean-Claude Duclos, Jacques Loiseau	19
PREMIÈRE PARTIE	
DÉPORTÉS DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION	
Principaux événements ayant entraîné des déportations	21
<i>La manifestation du 11 novembre 1943 à Grenoble</i>	
Gil Emprin	23
<i>Les représailles</i>	
Christèle Joly	26
<i>Les faits de Résistance (maquis)</i>	
Olivier Vallade	30
<i>Le cas des « droit commun »</i>	
Christèle Joly	35
<i>Parmi les « droit commun », les « nomades » tsiganes</i>	
Emmanuel Filhol	38
Identité des déportés en camp de concentration	40
<i>Méthodologie</i>	
Christèle Joly	40
<i>Mémorial</i>	
Christèle Joly	42

DÉPORTÉS JUIFS	177
La « solution finale » en Isère	179
<i>Les rafles organisées par Vichy (1942-1943)</i>	
Tal Bruttman	179
<i>L'occupation allemande et la déportation des Juifs de l'Isère (1943-1944)</i>	
Tal Bruttman	184
L'identification des déportés juifs	189
<i>Méthodologie</i>	
Tal Bruttman	189
<i>Mémorial des déportés juifs</i>	
Tal Bruttman	221
Rafles organisées par Vichy	222
Transferts Grenoble-Drancy	230
Transferts Chambéry-Drancy	255
Transfert Compiègne-Drancy	257
Transferts Fresnes-Drancy	257
Transferts Lyon-Drancy	257
Convoi du 11 août 1944 (Lyon-Auschwitz)	261
Transfert Marseille-Drancy	262
Transfert Vichy-Drancy	262
Transfert à Berlin	262
Personnes domiciliées en Isère arrêtées hors du département	262
Transferts Annemasse-Drancy	262
Transferts Chambéry-Drancy	264
Transferts Lyon-Drancy	265
Transferts Nice-Drancy	265
Transfert Paris-Drancy	267

TROISIÈME PARTIE

DE QUELQUE DÉPORTÉS DE L'ISÈRE	269
Camille Armand	271
Louis Baille-Barrelle	271
Pierre Bénielli	272

Lucette Blanc-Faun	273
Robert Blum	273
Henry Duffourd	274
Gustave Estadès	274
Roger Fleury	275
Paul et Pierre Gascon	275
André Girard-Clot	276
Blaise Giraudi	276
Jean Grey	277
Raymond Gonzalez	277
William Holt	278
Maurice Hugelé	278
Roger Josserand	278
Léon Meyer	279
Alain-Raoul Mossé	279
Jean Perroud	280
Georges Prieto	280
Édith Pulver	281
Roger Rahon	281
Louis-Auguste Reverdy	282
Marie Reynoard	282
Lucie Roche et Paulette Roche	283
Nicolas Sebba	283
Isle Tauber	284
Robert Zarb	284
Charles Zajtman	285

QUATRIÈME PARTIE

HISTOIRE D'UNE MÉMOIRE ÉVINcée ? LE RETOUR DES DÉPORTÉS ISÉROIS (1944-1946)

Philippe Barrière	287
-------------------	-----

CINQUIÈME PARTIE

ANNEXES	311
---------	-----

Orientations bibliographiques

Tal Bruttmann, Jacques Loiseau	313
--------------------------------	-----

Carte « Le système concentrationnaire nazi en 1943 »

Nora Espereuin	314
----------------	-----

Chronologie comparative	
Gil Emprin, Jacques Loiseau	315
Index alphabétique des noms propres cités dans l'ouvrage	323

Nous savons que c'est en août 1942 que la déportation commence à devenir une réalité en Isère. Du 16 au 22 août, cette année-là, plus d'une centaine de Juifs, travailleurs forcés, incorporés dans les Groupements de travailleurs étrangers (GTE), sont acheminés avec leurs familles vers l'Isère depuis le Rhône, l'Ardèche ou le Jura et internés au *Centre de Séjour surveillé* de Fort-Barraux. Le gouvernement de Vichy vient en effet de prendre librement l'initiative d'arrêter les Juifs étrangers de la *Zone non occupée* pour les remettre aux autorités allemandes. C'est ce qu'il fait le 26 août 1942 en mobilisant toutes les forces de police et de gendarmerie. En Isère, plus de quatre cents Juifs étrangers sont arrêtés et regroupés soit à la caserne Bizanet, à Grenoble, soit, si elles ont été arrêtées dans les arrondissements de Vienne et de La Tour-du-Pin, au centre de Vénissieux. Après un premier « criblage », une centaine des Juifs détenus à la caserne Bizanet est transférée à Vénissieux, de même que la majorité de ceux qui sont détenus à Fort-Barraux. De là, les Juifs raflés dans la région sont dirigés vers Drancy puis déportés à Auschwitz. Le 2 septembre 1942, les raflés du 26 août sont presque tous convoyés de Drancy à Auschwitz et d'août 1942 à février 1943, la police française poursuit les rafles et les arrestations de Juifs pour les diriger vers les camps d'internement du sud de la France (Gurs, Riveslattes...) avant de les livrer aux Allemands.

Quand l'armée allemande occupe Grenoble, à partir du 8 septembre 1943, tous les Juifs, y compris les Français, sont pourchassés. Et de février à mars 1944, tandis que le SS Aloïs Brunner, responsable en France du *règlement de la question juive*, fait capturer, depuis Grenoble, plus de 400 Juifs, l'intensité de la répression antisémite atteint son comble. Poursuivies par les miliciens, ces persécutions continueront jusqu'à la veille de la Libération.

La déportation devient ainsi l'arme la plus redoutable de la répression allemande. Toute personne suspectée de Résistance est le plus souvent expédiée au camp d'internement de Compiègne, puis envoyée de là dans l'un des nombreux camps de concentration, Dachau, Mauthausen, Buchenwald ou Dora. Selon l'expression même d'Adolf Hitler, les déportés, hommes et femmes, sont destinés à disparaître *in Nacht und Nebel*, « dans la Nuit et le Brouillard ». Les travaux forcés, la faim, les privations, les maladies, les expérimen-

aux. Les Grenoblois en font la cruelle expérience le 11 novembre 1943, lorsque plus d'un millier de jeunes manifestants, commémorant l'Armistice pour exprimer leur rejet de l'occupant, sont arrêtés. Près de quatre cents d'entre eux sont alors déportés.

Les Allemands usent également de rafles en représailles aux attaques de la Résistance. Ainsi à Grenoble, place Vaucanson, le 23 décembre 1943, à la suite de l'exécution d'un lieutenant allemand mais aussi parce que policiers et miliciens espèrent trouver là des réfugiés juifs fortunés, les Allemands raflent près de 200 personnes et en déportent une centaine, dont 40 Juifs. Le 4 janvier 1944, douze hommes sont arrêtés au Mûrier, accusés d'avoir tiré sur une sentinelle allemande. Cinq d'entre eux périssent en déportation. Le 31 janvier, à la suite d'un attentat contre une colonne allemande, quai Claude Bernard à Grenoble, la *Wehrmacht* arrête une trentaine de personnes et les déporte. Pierre Benielli, l'un des résistants, responsables départementaux du NAP (Noyautage des administrations publiques) en fait partie. Le 18 février, suite à un attentat contre le chef de la Gestapo à Vizille, 15 personnes soupçonnées d'appartenir à la Résistance sont déportées. Le 7 mai, 400 Allemands cernent les villages de Bevenais, Longechenal et La Frette. Une dizaine de personnes sont dirigées sur les camps, dont l'un des responsables de la Résistance en Chartreuse, Roger du Marais. Le 8 juillet, suite à une opération de la Résistance à la gare de St-André-le-Gaz, treize personnes sont fusillées, dix sont déportées dont sept ne reviendront pas. D'autres arrestations, qui conduiront encore nombre d'Isérois à la déportation, apparaissent encore dans les archives jusqu'à l'été 1944. Elles atteignent encore un paroxysme en juillet, durant les opérations de « nettoyage » du Vercors.

Ainsi peut-être résumée la connaissance que nous avons jusqu'ici, au Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, de l'impact de la déportation, dans le département. Cette connaissance vient des archives du Musée ainsi que des travaux des historiens qui se sont plus particulièrement penchés sur l'histoire locale de la Seconde Guerre mondiale. Suzanne et Paul Silvestre, les auteurs des désormais célèbres *Chroniques des maquis de l'Isère* mais aussi des historiens plus jeunes, tels Philippe Barrière, Tal Bruttman, Gil Emorin, Christèle Ioly, Olivier Vallade, également

de nombreuses données. Pourtant, avancer un chiffre correspondant à la totalité des personnes déportées depuis l'Isère, restait encore hasardeux.

Le premier qui le tente est le docteur Batailh en qualité de correspondant pour l'Isère du *Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*. Ce médecin grenoblois dont le fils est mort en déportation avance alors, dans les années 1950, le chiffre de 1 146 déportés, dont 137 déportés pour « motifs raciaux ». Un peu plus tard, Jean Paquet, dans le dossier pédagogique *La Résistance dans l'Isère 1940-1944* (CRDP de l'Isère, 1993), utilise les données de l'Office des déportés, de novembre 1945, et annonce :

Déportés rentrés : 1 180

Déportés non rentrés : 1 877

Total : 3 057

Olivier Vallade, dans l'article intitulé « Déportés de l'Isère » (*Mémoires de Déportés*, avril 1995, MRDI, page 11) reprend ces mêmes chiffres, ajoutant que Serge Klarsfeld estime à 640 le nombre de déportés juifs, arrêtés dans le département.

Cherchant à expliquer pourquoi ces estimations étaient aussi différentes – 1 146 pour le Dr Batailh, et 3 057 pour Jean Paquet –, nous avons dû nous rendre à l'évidence : un nouveau dénombrement s'imposait. La fusion des sources disponibles (les listes dressées par Simone Benielli pour *Combat*, conservées au MRDI, celles du Dr Batailh, conservées aux ADI et le fichier de la FNDIRP de l'Isère, conservé au MRDI), et leur recoupement avec la liste à établir des arrestations ayant donné lieu à des déportations, devraient pouvoir permettre d'approcher au plus près la réalité du nombre des déportés, partis de l'Isère. C'est ce qui fut fait.

Notre intention étant de prendre en compte l'ensemble des déportations, celle des Juifs, des résistants, des otages et des « droit commun », encore fallait-il tenir compte aussi des distinctions admises par l'historiographie d'aujourd'hui. Ainsi qu'il fut décidé, pour respecter notamment la spécificité de la déportation des Juifs, d'y consacrer un chapitre distinct de celui qui traite des déportés dans les camps de concentration. Le lecteur notera aussi que chacune de ces parties n'a pas fait l'objet du même traitement. Les données, qui ne répondent pas, dans l'un et l'autre cas, aux mêmes situations ne pouvaient donc apparaître suivant les mêmes critères. Notre

objectif majeur, celui de rassembler toutes ces listes dans un même ouvrage, intitulé *Déportés de l'Isère*, était cependant sauf. D'autant que nous décidions aussi de le compléter d'un index dans lequel tous les noms de déportés apparaissent dans l'ordre alphabétique, quelle que soit la nature de leur déportation.

L'autre décision importante fut de présenter les listes de déportés selon la chronologie de leur arrestation. Cette disposition permet notamment de ne pas mélanger les noms des « droit commun » à ceux des résistants et des rafles. Cependant, et pour qu'aucune confusion ne subsiste, le nom des déportés « droit commun » apparaît de plus sur un fond grisé.

Bien que préparé avec soin, rigueur et sans précipitation puisque les travaux ont été entamés en 2001, il y a déjà près de quatre ans, ce nouveau dénombrement des déportés de l'Isère ne saurait être présenté comme définitif. C'est l'état des lieux, en 2005, de ce que la recherche que nous avons menée collectivement établit, sans toutefois garantir que de nouvelles informations, des archives qui n'auraient pu être prises en compte notamment, ne viennent modifier les données ici rassemblées. Ce qui est certain, c'est qu'aucun des dénombrements déjà faits en Isère n'ont mobilisé autant d'archives et de compétences. Il est aussi très probable que l'Isère soit le premier département où une telle étude est faite. Nous savons que c'est notamment le cas pour les déportés juifs et nous nous souvenons des regrets de Serge Klarsfeld de « ne pas pouvoir trouver un Tal Bruttman dans chaque département français ».

Si la publication des listes des déportés était l'objectif premier, il apparut aussi nécessaire de les accompagner, outre des indications méthodologiques qui présidèrent à leur réalisation, d'un certain nombre de développements. Aussi fut-il aussi décidé, au-delà des répertoires des noms de victimes, de rappeler les principaux événements ayant entraîné des déportations, d'évoquer le trajet de quelques-uns de ces déportés et de traiter enfin de leur retour.

Telles se justifient ici les différentes autres parties de l'ouvrage, propres, nous l'espérons, à rendre plus sensible encore, en ce soixantième anniversaire, la destinée cruelle de femmes et d'hommes emportés à titre divers dans la tourmente de la répression nazie.

Jean-Claude Duclos

Jacques Loiseau

Première partie

DÉPORTÉS DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION

Principaux événements ayant entraîné des déportations

LA MANIFESTATION DU 11 NOVEMBRE 1943 À GRENOBLE

Par l'ampleur et l'audace du défi, mais aussi par la tragique répression qui l'a suivie, la manifestation du 11 novembre 1943 a été un épisode majeur, emblématique des années noires en Isère. Ce n'était pas la première manifestation au grand jour de la Résistance, mais le premier défi au nouvel occupant allemand. L'analyse et l'interprétation de l'événement a donné lieu à des polémiques récurrentes : fallait-il stopper la manifestation au dernier moment ? La manifestation était-elle un reflet de la lutte des classes ou était-elle purement patriotique ? Les arrestations et déportations doivent-elles être considérées comme une répression de la Résistance ou une rafle d'otages ? Bon nombre de ces polémiques apparaissent soixante ans après bien vaines au regard des jeunes générations. Il semble plus intéressant de voir ce que l'épisode, bien connu dans le détail, mais replacé dans son contexte, nous apprend sur l'état de la Résistance, de l'opinion et sur l'attitude des Allemands en cet automne 1943.

Il faut bien resituer le contexte absolument nouveau de l'automne 1943. Le 8 septembre 1943, l'Italie par l'armistice signé par Badoglio est sortie de la guerre, et les occupants italiens à Grenoble ont disparu dans le plus grand désordre. Dans le même temps les Allemands qui circulaient déjà dans la zone italienne depuis plusieurs semaines s'installent non sans prendre pour cible leurs anciens alliés. Sous de nombreux aspects, le 8 septembre est une rupture plus forte que le 11 novembre 1942.

En effet, avec l'occupation allemande, les conditions de la vie quotidienne vont s'aggraver : frais d'occupation, réquisitions, pillage économique mais aussi réquisition de main-d'œuvre prennent une dimension d'autant plus importante que l'Allemagne est en difficulté sur tous les champs de bataille : chassée d'Afrique, bousculée en URSS, attaquée au sud de l'Italie. L'économie de guerre allemande ne peut fonctionner que par l'accentuation de la pression sur les navs occupés et leur population. Et s'il était relativement possible de

intéressé au problème, la situation change radicalement avec les Allemands. La population souffre donc davantage, et de nombreuses manifestations dites « de ménagères », spontanées ou encadrées par les organisations proches du parti communiste, soulignent une double exaspération populaire contre les conditions de vie (pénurie) et le départ des jeunes vers l'Allemagne.

Cette nouvelle situation change aussi la donne pour la Résistance, dont les organisations s'étaient dotées d'un comité unifié et qui avait commencé des actions non plus seulement politiques (tracts, journaux clandestins) mais aussi armées (par des attentats contre des lieux de pouvoir italien en avril et mai 1943 et contre le bureau de placement allemand dès décembre 1942). La répression italienne dans le département a été plus théâtrale que violente (52 arrestations, 1 mort). La répression allemande sera d'un tout autre niveau et le quotidien des résistants beaucoup plus dangereux. Les maquis se sont développés un peu partout pendant l'été, et nombre d'entre eux ne mesurent pas les conséquences de l'arrivée des Allemands qui les attaquent immédiatement (Tréminis en octobre 1943).

Dans ce contexte de montée de la tension, les résistants et l'ensemble de la population découvrent la nature de l'occupant allemand et ne faiblissent pas. Au contraire, l'occupation allemande radicalise les comportements, c'est l'heure des choix : les groupes collaborateurs se jettent irrémédiablement dans la compromission avec l'occupant, et la Résistance pour les raisons évoquées plus haut, devient un phénomène de masse avec l'arrivée dans son sein d'une nouvelle génération : aux pionniers, intellectuels citadins, militants des partis interdits, s'ajoutent des jeunes, venus de milieux populaires, ardents mais peu expérimentés, qui souhaitent en découdre, et montrer leur engagement au grand jour.



Les dates commémoratives sont pour la Résistance, dès 1940, des moments et des occasions de faire vivre symboles et références mémorielles. Les 14 juillet, 1^{er} mai, 11 novembre, 20 septembre (Valmy) ont régulièrement donné lieu à des dépôts rapides de gerbes et drapeaux, de rassemblements ou défilés « spontanés » sous le nez de la police de Vichy. Le 14 juillet 1943 avait été particulièrement important à Grenoble, mais rappelons-le, l'occupant était italien. Le 11 novembre 1943, 25^e anniversaire de la victoire de 1918, ne pouvait qu'être un temps fort, attendu avec inquiétude par les différentes autorités : le ministère de l'Intérieur dès le 5 novembre, Allemands, préfecture, Chambre de commerce, Inspection académique interdisent explicitement par voie de presse ou communication interne tout rassemblement pour le 11 novembre. Le 8 novembre, une réunion des services d'ordre prépare pourtant

l'événement : policiers, GMR, gendarmes entendent les Allemands menacer de tirer sur la foule.

Pourtant, la manifestation va bien avoir lieu, préparée, annoncée par des tracts unitaires signés du *Comité de l'Isère de la France Combattante* retrouvés dans tout le département, doublée de grèves puissantes, évaluée à 95 % dans l'agglomération. La grève est totale aux mines de La Mure, forte à Froges et Roussillon. Le tract principal porte des mots d'ordre patriotiques : « *manifester au chant de la Marseillaise notre ardente volonté de combattre pour redonner à la patrie... sa liberté, son indépendance et sa grandeur* ».

Vers 10 heures, logiquement, les manifestants déjà très nombreux veulent rendre hommage aux morts de 1914-1918 au monument de la Porte de France. Place de la Bastille, ils sont refoulés par les GMR à cheval qui les empêchent de passer le pont. Ils refluent alors dans le centre ville, conspuant les miliciens en passant devant leur siège, place Victor Hugo, et obéissent à un mot d'ordre improvisé en se dirigeant vers le parc, aujourd'hui, Paul Mistral, au monument des Diables bleus, autre lieu de souvenir des chasseurs alpins de 1914-1918. Ils sont alors près de 1500, une foule énorme au regard du contexte. Fleurs, vibrante *Marseillaise*, mais aussi provocation de masse inacceptable sous le nez des Allemands qui logent, à deux pas, dans la Maison des étudiants.

Pressentant leur intervention, les forces de l'ordre françaises, gendarmes et policiers, tentent de disperser la foule, mais il est trop tard : les Allemands surgissent de partout, encerclent les manifestants qui tentent de fuir, pendant que les forces de police et de gendarmerie tentent de faire « tampon » entre les manifestants et les Allemands.

Environ 600 personnes sont arrêtées. En fin d'après-midi, les jeunes de moins de 16 ans et les femmes sont libérés. 369 hommes, dont le plus âgé a 73 ans, sont envoyés le 13 novembre vers Compiègne, camp de transit avant leur déportation vers divers camps de concentration : la plupart partent pour Buchenwald le 17 janvier 1944. La moitié environ est transférée à Dora, Flossenbürg, Hradischko, des camps particulièrement durs, tout comme Mauthausen, où une quarantaine a été envoyée. 221 meurent dans les camps, une proportion supérieure à la moyenne française des morts en déportation. On ne compte que 148 rescapés.

La manifestation du 11 novembre 1943 nous apprend autant sur la Résistance que sur les méthodes de répression allemande. Elle révèle l'évolution de la Résistance comme un phénomène de masse, populaire, qui utilise la date et les lieux symboliques comme un moyen de montrer au grand jour son engagement. L'analyse sociologique du groupe de déportés faite par Olivier Vallade, complétée par l'enquête d'Evelyne Galéra et Jean-Louis Vercruyssen¹, montre une forte participation du monde ouvrier, (plus de 30% des déportés, venant majoritairement des usines de la Viscose et de Merlin-Gerin), des jeunes (plus de la moitié a moins de 21 ans) et nombre d'étrangers (47). On peut considérer qu'il s'agit d'une nouvelle « génération » résistante, après celle des pionniers et militants, mais dont l'engagement en cette occasion particulière du 11 novembre est prioritairement patriotique, avant d'être social. L'aspect massif de cette manifestation, si l'on compare à l'action symbolique mais plus ciblée des maquisards qui défilent en armes à Oyonnax le même jour, a sans doute dépassé les espoirs des organisateurs. Il y a eu débat dans les dernières heures, car des dirigeants ont pressenti ce qu'un tel déploiement pouvait entraîner de risques et ont tenté de freiner l'élan, sans y parvenir. Des polémiques et analyses divergentes ont émergé et resservent périodiquement, qu'il n'est guère possible de clore, faute de documents de première main.

On constate aussi que les réactions des forces de l'ordre françaises sont révélatrices de leur évolution, après trois ans de loyauté parfois criminelle envers Vichy. Gagnées progressivement à la Résistance, surtout depuis l'arrivée des Allemands, elles ont de fait tenté de protéger les manifestants en voulant les disperser et retarder l'encerclement allemand. Un temps arrêtés par les Allemands, ses membres sont remis en liberté, mais considérés à juste titre comme non « fiables ». Le commissaire Toussaint sera arrêté en février, et déporté lui aussi. Il reste à reconnaître l'immense courage de ces manifestants, et à tenter d'expliquer ce qui peut apparaître comme une imprudence ou une naïveté. Au 11 novembre 1943, les Allemands sont en occupation depuis deux mois, et la Résistance a sans doute gardé de la période de l'occupation italienne un sentiment de confiance excessive qui ne la rend pas lucide sur l'attitude allemande. Ainsi pendant l'occupation italienne, et malgré l'arrestation du premier comité du Vercors, la Résistance a pu se structurer, s'unir, la presse clandestine et les maquis se développer et le *Centre de documentation juive contemporaine* naître. La répression de la manifestation du 11 novembre est incontestablement un tournant : la Saint-Barthélemy dauphinoise, les grandes actions armées de la Résistance de novembre-décembre 1943 qui la suivent montrent que l'Isère est véritablement entrée dans la guerre.

Caserne Hoche, Grenoble.
Arrestations du 11 novembre 1943

*Fonds Amicale des Déportés
du 11 novembre, coll. MRDI*



Gil Emprin